

## ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui casse & annulle les Arrêtés, Arrêt & Procès-verbal du Parlement de Rouen, des 18 & 19 Août présent mois, ensemble tout ce qui s'en est ensuivi: Ordonne la radiation d'iceux sur les registres dudit Parlement, & mention du présent arrêt en marge d'iceux.

Du 24 Août 1763.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

VU par le Roi, étant en son Conseil, un Arrêté inscrit sur les registres de son Parlement de Rouen, le 18 août présent mois, l'arrêt rendu en icelui le même jour, ensemble

le procès-verbal & ses arrêtés du sendemain 19 dudit mois, pareillement inscrits sur les registres dudit Parlement; Sa Majesté n'a pu voir sans indignation le contenu & les termes indécens dudit arrêté; mais ce premier attentat ayant été fuivi d'un second plus énorme encore, par lequel ledit Parlement, perdant tout le respect qu'il doit à l'autorité Royale, a déclaré nulle la publication de l'édit du mois d'Avril dernier, & de la déclaration du 24 dudit mois, faite-de l'exprès commandement de Sa Majesté, porté par le Duc d'Harcourt, son Lieutenant général en la province de Normandie, a ordonné que lesdits édit & déclaration ne pourront être mis à exécution, sous peine de concussion, & a fait publier, à l'audience de la Grand'Chambre, l'arrêt qui contient des dispositions si téméraires; Sa Majesté a cru devoir réprimer sur le champ un excès jusqu'à présent inouï, & renfermer dans de justes bornes l'exercice d'une autorité qu'Elle n'a confiée à sondit Parlement, que pour maintenir la sienne, & dont l'abus est le désordre le plus répréhensible. A quoi voulant pourvoir; Oui le rapport: LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a cassé & annullé ledit arrêté & ledit arrêt du Parlement de Rouen, du 18 août présent mois, ensemble le procès-verbal & les arrêtés dudit Par-Iement, du lendemain 19 août, & la publication dudit arrêt, faite à l'audience de la Grand'Chambre ledit jour 19 août, & tout ce qui pourroit s'en être ensuivi, comme attentatoire à son autorité, & contraire à l'obéissance & à la fidélité qui lui sont dûes. Ordonne Sa Majesté que ledit arrêté, ledit arrêt du 18 août, les procès-verbal & arrêtés dudit Parlement, du 19, & la publication dudit arrêt, seront rayés & biffés des registres dudit Parlement, & le présent arrêt transcrit en marge d'iceux. Fait très-expresses inhibitions

& défenses à toutes personnes, de quelqu'état & condition qu'elles soient, d'apporter à l'exécution de son édit du mois d'Avril 1763, & de la déclaration du 24 dudit mois, aucun trouble, retard ou empêchement, sous prétexte dudit arrêt du Parlement, à peine d'être poursuivis extraordinairement, suivant la rigueur des ordonnances. Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, lu, publié & assiché par-tout où besoin sera. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-quatrième jour d'Août mil sept cent soixante-trois. Signé PHELYPEAUX.

## A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXIII.



TAN ANDERTHAN A COMME

1117 11 2 17 17 15

- NAMES